

Accord-cadre à marchés subséquents - Travaux	
Intitulé du marché	Rénovation de la gestion technique du bâtiment (GTB) de l'INHA
Pouvoir adjudicateur	Institut national d'histoire de l'art 2, rue Vivienne 75002 Paris service.juridique@inha.fr
Procédure	Procédure adaptée passée en application des dispositions des articles L. 2123-1-1°, R. 2123-1-1°, R.2162-7 et s., du code de la commande publique
Marché n°	2025 - 015

***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)***

Table des matières

Article premier : Présentation de l'accord-cadre	4
1.1 - Objet du marché.....	4
1.2 – Maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage	4
1.3 - Décomposition en tranches et lots	4
1.3 – Forme et nature du marché	4
1.4 - Durée et délais d'exécution.....	4
1.4.1 Durée de l'accord-cadre	4
1.4.2 Durée des marchés subséquents.....	5
1.4.3 Délais d'exécution	5
Article 2 : Pièces constitutives du marché	5
2.1 Ordre de priorité.....	5
2.2 Pièces générales.....	6
2.3 Pièces contractuelles postérieures à l'accord-cadre.....	6
Article 3 : Conditions générales	6
3.1 Exécution des prestations.....	6
3.2 Sous-traitance des prestations.....	7
3.4 Caractéristiques des marchés subséquents.....	8
3.4.1 Dispositions générales des marchés subséquents.....	8
3.4.2 Consultation du titulaire	8
3.4.3 Conclusion des marchés subséquents.....	8
Article 4 : Prix.....	9
4.1 Généralités.....	9
4.2 Emission des marchés subséquents	9
4.3 Devis du titulaire	10
4.3.1 Généralités	10
4.3.2 Prix nouveaux.....	10
Article 5 : Actualisation des prix.....	10
Article 6 : Modalités de règlement	11
6.1 Règlement des comptes	11
6.2 Modalités de facturation	11
6.3 Délai de paiement.....	13
Article 7 : Nantissement – Cession de créances – Retenue de garantie et avance	13
7.1 Nantissement et cession de créance	13
7.2 Retenue de garantie.....	13
7.3 Avance	13
Article 8 : Exécution des marchés subséquents.....	14
8.1 Dispositions générales.....	14
8.1.1. Les ordres de service	14
8.1.2. Travaux supplémentaires	14
8.1.3 Interlocuteurs des marchés subséquents.....	15
8.2 Obligations des parties.....	15

8.2.1 Obligation de résultat.....	15
8.2.2 Organisation des prestations.....	16
8.2.3 Assurances.....	16
8.3 Limite des responsabilités techniques – Force majeure.....	16
8.4 Réactivité.....	17
Article 9 - Organisation - sécurité et hygiène du chantier.....	17
9.1 Dispositions préalables aux interventions.....	17
9.2 Interventions non déclarées.....	17
9.2.1 Sécurité des personnes.....	18
9.2.2 Sécurité des matériels et des locaux.....	18
9.2.3 Signalisation.....	18
9.2.4 Plan de prévention.....	18
Article 10. Réception des travaux et garantie.....	19
10.1 Réception et acceptation des travaux.....	19
10.2 Garanties.....	19
Article 11. Pénalités.....	20
11.1 - Généralités.....	20
11.2 – Pénalités de retard.....	20
11.3 - Pénalités pour non production des attestations fiscales et sociales.....	20
11.4 - Retenues provisoires pour non production des attestations d'assurance.....	21
Article 12. Résiliation.....	21
Article 13 : Travail dissimulé.....	21
Article 14 : Règlement des différends.....	21
Article 15 : Dérogations au CCAG-Tx.....	21

Article premier : Présentation de l'accord-cadre

1.1 - Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la rénovation de la gestion technique du bâtiment (ci-après « GTB ») de l'INHA, situé au 2 rue Vivienne 75 002 Paris.

Les travaux ont pour objectif la rénovation de la GTB, dans la continuité des opérations préalablement réalisées, à savoir le remplacement du système TAC VISTA par un système SHNEIDER. Le logiciel et la licence ont déjà été installés.

L'attention du titulaire est portée sur le fait que les travaux sont à réaliser dans un établissement recevant du public en service, en site occupé.

Les caractéristiques techniques attendues sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 – Maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage sont assurées par l'Institut national d'histoire de l'art (INHA), représenté par son directeur général en exercice.

1.3 - Décomposition en tranches et lots

Pour des raisons techniques et de cohérence des opérations de rénovation, le présent accord-cadre n'est pas alloti et ne comporte pas de tranches.

1.3 – Forme et nature du marché

L'accord-cadre prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire qui s'exécute par l'émission de marchés subséquents au fur et à mesure des besoins dans les conditions décrites à l'article 4.2 du CCAP.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et pour un montant maximum de 499 999 euros HT, sur sa durée totale, reconductions incluses.

1.4 - Durée et délais d'exécution

1.4.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un (1) an à compter de sa notification.

L'accord-cadre peut être reconduit tacitement à la date anniversaire par périodes successives d'un (1) an, au maximum trois (3) fois. Conformément aux dispositions de l'article L.2125-1-1° du code de la commande publique, la durée totale d'exécution ne dépassera pas quatre (4) ans.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire le marché, il en informera le Titulaire par écrit au moins quatre (4) mois avant la fin de la durée de validité du marché.

1.4.2 Durée des marchés subséquents

Pour chaque nouvelle opération de travaux de GTB, les marchés subséquents débiteront à compter de la date de notification d'un ordre de service de démarrage des travaux concernés jusqu'à l'expiration de leur garantie de parfait achèvement.

A compter de la réception des travaux, les rapports contractuels entre le maître de l'ouvrage et le titulaire ne se poursuivent qu'au titre des ouvrages ou aux parties d'ouvrages :

- Ayant fait l'objet de réserves pendant la réception ;
- Ayant fait l'objet de désordres apparus dans l'année de la réception et signalés par l'organisme maître d'ouvrage au titulaire entrepreneur par voie de notification écrite permettant d'en attester la date de réception par ce dernier.

Les marchés subséquents ne peuvent être conclus que durant la période de validité de l'accord-cadre. Dans les cas où un marché subséquent aurait une durée d'exécution allant au-delà de la période de validité de l'accord-cadre, l'Institut ne pourrait pas fixer une durée telle que l'exécution de celui-ci se prolonge dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

1.4.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécutions impératifs sont indiqués pour chaque marchés subséquents ou par ordre de service le cas échéant, notamment en cas de prolongation du délai d'exécution conformément aux dispositions de l'article 18-2 du CCAG-Tx.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

2.1 Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Tx, les pièces constitutives du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Les marchés subséquents ;
- Les devis du titulaire, dont les devis détaillés transmis pour chaque marché subséquent ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, (CCAG-Tx) du 30 mars 2021 ;
- Les ordres de service ;
- Les plannings d'exécution ;
- Les comptes rendus de réunions le cas échéant ;
- Le mémoire justificatif portant méthodologie préconisée pour l'exécution des travaux ainsi que l'ensemble des documents remis par l'opérateur économique soumissionnaire à l'appui de ses offres.

2.2 Pièces générales

L'accord-cadre est conclu en application des dispositions du code de la commande publique, et des normes administratives et législatives en vigueur.

Le présent accord-cadre est également soumis aux documents techniques d'ordre général en vigueur, dont notamment :

- Normes publiées par l'AFNOR
- Documents techniques unifiés (DTU) publiés par le CSTB
- Les dispositions du code du travail relatives à l'hygiène, sécurité et conditions de travail.

La procédure utilisée est une procédure adaptée en application des dispositions des articles L. 2123-1-1°, R. 2123-1-1°, R.2162-7 et s., du code de la commande publique.

Sauf approbation expresse du pouvoir adjudicateur, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire (devis, factures, documents commerciaux...) ne pourra s'intégrer au présent marché.

L'exemplaire du marché conservé dans les archives de l'administration fait seul foi.

2.3 Pièces contractuelles postérieures à l'accord-cadre

Après sa conclusion, l'accord-cadre peut être éventuellement modifié en application des articles R.2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Ces modifications seront contractualisées par la signature d'un avenant.

Concernant les clauses de réexamen prévues à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, elles pourront concerner :

- La modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché ;
- La réalisation de prestations similaires suivant l'article R.2122-7 du code de la commande publique. Ce nouvel accord-cadre devra être conclu dans les trois ans suivant la notification du présent accord-cadre et ne pourra dépasser le montant de 90 000 euros HT ;
- La cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux ;
- La reprise de l'exécution de l'accord-cadre par un mandataire qualifié du pouvoir adjudicateur ;

Article 3 : Conditions générales

3.1 Exécution des opérations

Les notifications et communications peuvent être transmises par courrier électronique.

Peuvent être transmis par courrier électronique les lettres, les bons de commande, les notes d'observations et les mentions de visa des documents.

L'usage du courrier électronique pour de telles communications est réservé aux jours autres que samedi, dimanche, jours fériés, jours chômés et uniquement pendant les heures réputées travaillées.

3.2 Sous-traitance

Le présent marché respecte les prescriptions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Les conditions et modalités de recours à la sous-traitance sont celles définies aux articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des opérations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant, ainsi que les conditions de paiement correspondant, est possible en cours de marché selon les modalités définies ci-après :

- Le titulaire du marché, qui veut en sous-traiter une partie, demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement ;
- Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant ;
- Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, se dernier se réservant le droit d'appliquer

L'acte spécial précise tous les éléments prévus à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial (DC4), l'ensemble des pièces de candidature listées dans le règlement de la consultation.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

3.4 Caractéristiques des marchés subséquents

3.4.1 Dispositions générales des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont conclus au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur avec le titulaire retenu dans le cadre du présent accord-cadre et sur la base de ses dispositions générales.

Une opération de travaux correspond à un marché subséquent. Les délais d'exécution de cette opération sont conditionnés par ordre de service.

Les marchés subséquents s'exécutent par bons de commande, conformément aux dispositions prévues à l'article R2162-8 du code de la commande publique. Plusieurs bons de commande peuvent être émis pour une même opération de travaux.

3.4.2 Consultation du titulaire

Pour chaque nouveau besoin, l'INHA adresse, par courriel, au titulaire, une demande en vue de compléter son offre initiale.

Ce complément d'offre ne doit pas modifier l'objet du présent accord-cadre mais doit répondre le cas échéant aux caractéristiques nouvelles de l'opération souhaitée par l'INHA.

Le délai maximum imparti au titulaire pour transmettre son offre complétée à l'INHA est indiqué dans le courriel. Etant précisé que l'INHA s'engage à respecter un délai raisonnable entre sa demande au titulaire et la réalisation de l'opération souhaitée. Sans justification, et en cas de retard répété à ses demandes, l'INHA se réserve le droit d'appliquer des pénalités prévues au présent document.

3.4.3 Conclusion des marchés subséquents

Selon les marchés subséquents, l'Institut se réserve le droit de demander d'autres documents techniques ou financiers. Il se réserve également le droit de ne pas conclure le marché subséquent en cas d'absence d'offre cohérente.

Pour chaque consultation, le titulaire est tenu de remettre les éléments demandés dans le courriel, ainsi qu'un devis détaillé sur la base des prix du Bordereau de prix unitaires (BPU) ou, si les prix ne figurent pas dans le BPU, sur la base de prix nouveaux tels que prévus à l'article 4.3.2 du document.

Une fois l'offre complétée et acceptée par l'INHA, ce dernier établira un marché subséquent prenant la forme de bons de commande valant acte d'engagement, sur la base de devis spécifiques à chaque demande, et les notifiera au titulaire par courriel.

Ces marchés subséquents s'exécuteront dans les conditions des bons de commande telles que décrites à l'article 4.2 du présent document.

Article 4 : Prix

4.1 Généralités

Les dispositions de cet article s'appliquent en complément de l'article 9 du CCAG-Tx

Les prix du présent marché sont établis hors T.V.A.

Le titulaire s'engage à fournir tous les renseignements sur les prix aux représentants de l'INHA qui le demanderaient.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées par application de prix unitaires aux quantités réellement exécutés dans les conditions définies dans les marchés subséquents.

Les prix de l'accord-cadre sont fermes et réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les opérations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, conformément à l'article 9.1.1 du CCAG-Tx.

4.2 Emission des marchés subséquents

Les marchés subséquents s'exécutent par bons de commande conformément à l'article R2162-8 du code de la commande publique.

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro de l'accord-cadre « 2025-015 » ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom et les coordonnées du service émetteur ;
- la description et la quantité des prestations à réaliser et/ou des pièces à fournir ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- les prix unitaires applicables aux prestations commandées ;
- le montant du bon de commande (HT, TVA et TTC) ;
- les délais d'exécution ;
- les délais laissés le cas échéant au titulaire pour formuler ses observations.

Les bons de commande sont envoyés au titulaire par courriel par les personnes habilitées par le Directeur général de l'INHA à passer des commandes. Le titulaire est tenu d'accuser réception sans délai et par tout moyen des bons de commande auprès du service émetteur de l'INHA.

Seuls les bons de commande émis par le représentant habilité du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

4.3 Devis du titulaire

4.3.1 Généralités

L'ensemble des devis remis par le titulaire doit être établi sur la base du Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Les devis soumis doivent contenir au minimum les informations suivantes :

- le nom de l'interlocuteur et la direction à l'origine de la demande ;
- la nature des prestations et/ou travaux à exécuter ;
- la durée prévisionnelle d'exécution ;
- la proposition financière HT et TTC établie sur la base du Bordereau des Prix Unitaires.

Les devis ne seront pas recevables si ces informations n'y figurent pas.

4.3.2 Prix nouveaux

Dans les cas où une prestation ne figure ni au bordereau des prix unitaires (BPU) du titulaire, ce dernier doit fournir un devis détaillé comprenant les prix proposés. Ces prix nouveaux pourront être négociés avant devis définitif.

Une fois définitif, le devis est signé par le titulaire de l'accord-cadre et par un personnel habilité à engager l'Institut. L'apposition des deux signatures confère un caractère contractuel au devis considéré et les prix sont pleinement intégrés à l'accord-cadre.

Ces prix nouveaux ne doivent pas modifier substantiellement l'objet du présent accord-cadre.

Dans un même devis, le titulaire indiquera les prix du BPU et les prix dits « nouveaux ».

Article 5 : Actualisation des prix

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Ce mois est appelé « Mois de remise des offres », noté « Mrdo ».

Néanmoins, les prix de l'accord-cadre peuvent être actualisés si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre le mois d'établissement du prix et la date de notification de l'ordre de service portant début d'exécution des travaux du marché subséquent concerné.

Les prix de l'accord-cadre sont actualisés par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (I_{m-3} / I_o)$$

dans laquelle

P : prix actualisé

P_o : prix initial du marché

Im-3 : valeur de l'indice de référence BT01 (indice du coût horaire révisé pour les activités du bâtiment, publié sur le site de l'INSEE sur www.insee.fr) connu trois mois avant la date de notification de l'ordre de service du marché subséquent concerné

IO : valeur de l'indice de référence BT01 (indice du coût horaire révisé pour les activités du bâtiment, publié sur le site de l'INSEE sur www.insee.fr) connu au mois d'établissement des prix Mrdo.

Article 6 : Modalités de règlement

6.1 Règlement des comptes

Sauf mentions contraires, *l'article 6.1 déroge aux dispositions des articles 10 et 12 du CCAG-Tx.*

Chaque facture devra se rapporter à un seul bon de commande valant marché subséquent. Si un bon de commande peut donner lieu à plusieurs factures, notamment si la prestation a une durée supérieure de plus d'un mois, des acomptes mensuels seront versés au titulaire en fonction de l'avancement des travaux.

Ces acomptes sont payés sur la base du nombre d'unités livrées ou exécutées par le prix figurant au bordereau des prix unitaires (BPU) ou des prix nouveaux.

Chaque commande donne lieu à des opérations propres pouvant faire l'objet d'une réception et d'un règlement dès leur réalisation.

La facture établie par le titulaire en fin d'exécution de la commande vaut projet de décompte final.

La transmission de cette facture au maître d'ouvrage dans les conditions énoncées à l'article 6.2 vaut demande de paiement final.

Le paiement de l'ensemble d'une commande du marché subséquent, après constatation du service fait, est considéré comme paiement définitif.

Le montant définitif de l'accord-cadre n'est déterminé qu'à la fin de l'exécution de celui-ci, une fois les quantités réellement commandées connues.

6.2 Modalités de facturation

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures **sous forme électronique**.

Les factures devront être déposées sur le portail **Chorus Pro**, accessible à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>. En application de l'article R. 2192-3 du code de la commande publique, l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'adresse de facturation devant figurer sur les factures dématérialisées est:

Institut national d'histoire de l'art
Agence comptable
Service facturier
2, rue Vivienne 75002 Paris

Conformément aux dispositions de l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les factures feront apparaître, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

➤ Références du marché et identification des parties :

- le numéro et l'objet du présent marché ;
- la date et le numéro de la facture (numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries) ;
- le nom et l'adresse de l'émetteur de la facture (titulaire ou sous-traitant admis au paiement direct), en précisant, le cas échéant, le numéro de SIRET et la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le nom et l'adresse de l'INHA ;
- le cas échéant, le numéro du bon de commande ;

➤ Nature et montant des prestations exécutées :

- la date d'exécution des prestations ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations exécutées ;
- Le cas échéant, la référence du catalogue doit mentionner à la fois la référence du produit et sa page au sein du catalogue ;
- Pour les bons de commande, le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ;
- le montant total TTC de la facture, le montant total hors taxes, et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions (telles que les réfections de prix) ou versements complémentaires ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

➤ Modalités de paiement :

- les références du compte bancaire à créditer, telles qu'elles figurent dans l'acte d'engagement ;

- le cas échéant, les modalités de règlement.

Sont désignés pour le règlement des sommes dues :

- Comme ordonnateur : le Directeur général de l'INHA
- Comme comptable assignataire du paiement : l'Agent comptable de l'INHA

Les montants figurant dans les états d'acomptes n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

6.3 Délai de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre, seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Par dérogation à l'article 13.4.4 du CCAG-Tx, le titulaire a droit à des intérêts moratoires seulement en cas de retard dans les paiements.

Article 7 : Nantissement – Cession de créances – Retenue de garantie et avance

7.1 Nantissement et cession de créance

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'un nantissement et/ou cession de créances dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

Il sera alors fait application du CCAG-Tx.

7.2 Retenue de garantie

Il ne sera effectué aucune retenue de garantie sur les paiements.

7.3 Avance

Sauf refus du titulaire mentionné dans l'Acte d'engagement (AE), une avance de 10% sera versée pour chaque marché subséquent d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque les prestations exécutées au titre de l'accord-cadre atteignent ou dépassent soixante-cinq pour cent (65%) du montant du marché subséquent, et doit être terminé lorsque le pourcentage atteint quatre-vingt pour-cent (80%).

Une avance de 10% du montant sous-traité est versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations sous-traitées est supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le calcul de l'avance, en ce qui concerne la durée prise en compte, est réalisé conformément aux dispositions de l'article R. 2193-17 et suivants du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance au sous-traitant est réalisé selon les mêmes modalités que celles fixées ci-avant pour le titulaire.

Article 8 : Exécution des marchés subséquents

8.1 Dispositions générales

8.1.1. Les ordres de service

Les ordres de service sont des décisions précisant, au besoin, les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet des marchés subséquents.

Le commencement d'exécution des travaux du marché subséquent concerné est pas conditionné à la notification d'un ordre de service de démarrage des travaux par le maître d'ouvrage.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient fait ou non l'objet d'observations de sa part.

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG-Tx, l'usage du courriel vaut notification d'un ordre de service dans le cadre du présent accord-cadre.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Tx, en cas de notification d'un ordre de service, lorsque le titulaire estime que les prescriptions de l'ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de 24 (vingt-quatre) heures à compter de la date de la réception de l'ordre de service sous peine de forclusion.

8.1.2. Travaux supplémentaires

Toute demande de travaux supplémentaires est adressée par le titulaire au maître d'ouvrage, pour validation. Les travaux supplémentaires ne peuvent être exécutés sans réalisation préalable des conditions cumulatives suivantes :

- Les travaux ne doivent pas relever de l'obligation de parfait achèvement des ouvrages incombant au titulaire en vertu du marché subséquent. La preuve de cette condition est apportée par tous moyens par l'entreprise titulaire, le maître d'ouvrage. Ce dernier est seul habilité à statuer sur la recevabilité de celle-ci.

- Les travaux doivent :
 - soit consister en des travaux rendus nécessaires par l'identification de contraintes ou sujétions techniques ne pouvant être raisonnablement prévues par le maître d'ouvrage au moment de la réalisation des études techniques liées à l'opération de travaux ;
 - soit faire l'objet d'une demande expresse du maître d'ouvrage, notifiée par ordre de service à l'entreprise concernée.
- La demande de réalisation de travaux supplémentaires doit être approuvée et validée par le maître d'ouvrage.

A défaut de réalisation d'au moins une des conditions susmentionnées, les travaux concernés sont réputés faire partie de l'obligation de parfait achèvement incombant au titulaire et ne sauraient faire l'objet d'un quelconque supplément de prix.

Lorsqu'elle est validée, la demande de travaux supplémentaires donne lieu à une modification du marché subséquent concerné par voie d'avenant.

8.1.3 Interlocuteurs des marchés subséquents

Les prestations seront menées en liaison étroite avec l'INHA et sous le contrôle des interlocuteurs désignés par celui-ci.

Des réunions de travail et/ou de chantier, autant que nécessaire, sont organisées, soit à l'initiative du titulaire soit de l'INHA. Les réunions de chantier s'effectueront dans un local désigné par le maître d'ouvrage.

Le titulaire désigne la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des opérations. Cette personne sera l'interlocuteur privilégié de l'Institut.

Le responsable d'opérations :

- est l'interlocuteur privilégié,
- assure le suivi et la gestion de la mission confiée au titulaire,
- assiste aux différentes réunions liées à l'exécution de la mission confiée au titulaire,
- coordonne toutes les interventions pour le titulaire.

Au vu des éléments fournis, l'Institut se réserve le droit de récuser le ou les interlocuteurs initiaux ou le ou les remplaçants dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception des informations concernant le ou les interlocuteurs ou le ou les remplaçants. Le titulaire doit alors proposer un remplaçant dans un délai de huit (8) jours à compter de l'avis d'information fait à la personne responsable de l'accord-cadre.

8.2 Obligations des parties

8.2.1 Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à assurer la mise en œuvre de l'organisation et des moyens qu'il a définis dans son offre.

Le titulaire accepte de prendre en charge les prestations dans les conditions et selon les obligations figurant à l'ensemble des documents constituant l'accord-cadre.

Le titulaire est réputé avoir inclus dans son offre tous les moyens techniques, logistiques, humains, matériels et logiciels à mettre en œuvre pour exécuter les prestations confiées et atteindre les objectifs de résultats.

8.2.2 Organisation des prestations

Le titulaire s'engage à :

- assumer, sous sa responsabilité exclusive, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de son personnel ;
- contrôler en permanence le bon déroulement de la mission qui lui est confiée, et le respect des consignes données à son personnel ;
- assurer en permanence ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent accord-cadre soit parfaitement remplie ;
- se conformer aux normes et règlements pour l'exécution des tâches qui lui incombent.

8.2.3 Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution de l'accord-cadre

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

8.3 Limite des responsabilités techniques – Force majeure

La responsabilité du titulaire n'est pas engagée dans le cas de force majeure.

Constituent des cas de force majeure tous événements imprévisibles, irrésistibles et extérieurs, tels que :

- les faits de guerre, émeutes, attentats, révolutions, pandémies ;
- les injonctions administratives ou judiciaires de suspendre l'exploitation du site, sauf quand celles-ci sont imputables au titulaire ;
- les cataclysmes et catastrophes naturelles ;
- les sinistres importants causés par un tiers.

Dans le cas de force majeure prolongée entraînant ou risquant d'entraîner des restrictions permanentes ou même un arrêt prolongé dans la réalisation des prestations dues par le titulaire, celui-ci doit proposer à l'INHA les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif et organiser la

poursuite des prestations minimales, au besoin éventuellement assorties de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux dites circonstances.

Les grèves du personnel du titulaire ainsi que les grèves des transports en commun, même prolongées, ne sont pas considérées comme un cas de force majeure.

La responsabilité du titulaire ne peut être recherchée pour les conséquences d'interventions de personnes ou de sociétés étrangères effectuées sans son accord exprès ou dans des conditions qu'il n'aurait pas approuvées.

8.4 Réactivité

Sans diminuer pour autant ses obligations contractuelles vis-à-vis de l'Institut, notamment en termes de niveau de qualité des prestations, et plus généralement de respect de l'ensemble de ses obligations, le titulaire doit pouvoir répondre aux demandes spécifiques de l'Institut avec un niveau de réactivité élevé.

Les demandes exprimées par l'INHA qui concernent des événements dus au titre du présent accord-cadre doit pouvoir être satisfaites dans un délai adapté à la situation d'urgence indiquée par l'INHA.

Le titulaire s'efforce de mettre en œuvre les moyens pour assurer les prestations prévues sans que l'INHA n'ait besoin de lui signaler.

Article 9 - Organisation - sécurité et hygiène du chantier

9.1 Dispositions préalables aux interventions

Avant toute intervention, le personnel du titulaire prend contact avec le référent désigné par l'INHA, en vue de se conformer aux dispositions du règlement intérieur. Ce personnel peut, à la demande l'organisme, être accompagné par un agent pendant ses interventions.

Le titulaire prend toute mesure de sécurité rendue particulièrement nécessaire par la nature des locaux ou des opérations à effectuer et doit en informer par tout moyen l'INHA.

9.2 Interventions non déclarées

Aucune intervention du titulaire ne peut être effectuée ou donner droit à règlement sans prise de contact avec le référent de l'INHA. En cas d'intervention non déclarée, le titulaire reste seul responsable de tout préjudice causé à l'établissement, ses employés ou les usagers, de quelque nature que ce soit.

Par ailleurs, le titulaire supporte seul les risques et conséquences susceptibles d'impacter son propre personnel.

9.2.1 Sécurité des personnes

Le titulaire veille à l'application de toutes dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène, la sécurité et la protection de la santé des travailleurs pendant l'exécution des prestations (port des équipements de protection individuels, etc.). Cette obligation s'étend également aux sous-traitants déclarés du titulaire, dont ce dernier est responsable.

Le titulaire ne peut se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toute règle relative à l'encadrement des prestations, afin de soustraire à sa responsabilité. En tout état de cause, le titulaire reste responsable des violations et infractions commises dans le cadre de l'exécution des prestations du contrat. Il informe ses sous-traitants desdites règles, et reste responsable du respect de celles-ci.

Les prescriptions de l'INHA et de l'inspection du travail en la matière s'imposent à lui.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune prolongation de délai d'exécution, indemnité, supplément de prix en arguant de la méconnaissance des règles précitées.

9.2.2 Sécurité des matériels et des locaux

Les matériels utilisés par le titulaire ou mis à disposition par l'INHA doivent être maintenus en bon état de marche, utilisés conformément aux règles de sécurité en vigueur et satisfaire aux obligations de contrôle et vérifications imposés par la réglementation. L'organisme peut exiger du titulaire, avant l'exécution des prestations, la présentation de tout document attestant de l'accomplissement de ces formalités.

9.2.3 Signalisation

Chaque fois que cela s'avère nécessaire et après autorisation de l'INHA, le titulaire prévoit le signalement de ses interventions. Il place à ses frais les barrages et les écriteaux nécessaires et prend toutes mesures pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers de la présence de zones interdites ou dangereuses.

9.2.4 Plan de prévention

Les dispositions du décret n°2008-244 du 07/03/2008 relatif au code du travail sont appliquées aux marchés subséquents.

Conformément à ces dispositions, il est procédé, avant toute exécution de l'accord-cadre, à une inspection commune des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à disposition du titulaire et le cas échéant, de ses sous-traitants.

Cette inspection a pour objet l'analyse en commun des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et matériels de l'organisme, du titulaire et de ses éventuels sous-traitants. A l'issue de cette inspection, lorsque les risques existent, un plan de prévention définissant les mesures devant être prises en vue de les prévenir est arrêté en commun et visé par l'organisme, le titulaire et ses éventuels sous-traitants.

L'INHA peut désigner, auprès de l'intervenant du titulaire, un agent qualifié chargé de transmettre toutes les informations et directives concernant les prescriptions d'hygiène, de sécurité et de premier secours, afin de permettre la réalisation et la mise à jour du plan de prévention, ainsi qu'un agent chargé de veiller au respect dudit plan au cours des interventions des personnels extérieurs.

Article 10. Réception des travaux et garantie

10.1 Réception et acceptation des travaux

Sauf dispositions contraires, *le présent article déroge à l'article 41 du CCAG-Tx relatif à la réception.*

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-tx, et en l'absence de maîtrise d'œuvre, la réception des travaux se fait uniquement par le maître d'ouvrage.

Le titulaire avise le maître d'ouvrage de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le maître d'ouvrage rend compte des opérations préalables à la réception des ouvrages (OPR). Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé par le maître d'ouvrage et signé par lui et par le titulaire. Si des réserves sont identifiées, le titulaire procède aux travaux nécessaires dans les délais fixés par le maître d'ouvrage. Un nouveau procès-verbal est rédigé lorsque toutes les réserves sont levées.

Au vu du procès-verbal, le maître d'ouvrage prononce ou non la réception des travaux réalisés dans le cadre du présent accord-cadre.

Conformément à l'article 41.7 du CCAG-Tx, si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications de l'accord-cadre, le maître d'ouvrage peut renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix. Si le titulaire accepte, la réception peut être prononcée sans réserves, s'il refuse le titulaire demeure tenu de réparer lesdites imperfections, sans quoi la réception des travaux ne peut être prononcée.

10.2 Garanties

Les dispositions de l'article 44 du CCAG-Tx en matière de garantie s'appliquent.

En application des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-5 du code civil, afférents à la responsabilité décennale, le titulaire est susceptible de voir sa responsabilité engagée de plein droit, avant l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la réception des travaux, à raison des dommages qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou le rendent impropre à sa destination.

Article 11. Pénalités

Sauf mentions contraires, l'article 11.1 déroge à l'article 19 du CCAG-Tx.

11.1 - Généralités

Sans qu'il soit nécessaire de mettre le titulaire en demeure, toutes les pénalités sont encourues sur simple constatation par le maître d'ouvrage du retard, par rapport notamment :

- aux dates d'exécution dans les marchés subséquents ou planning notifié par OS ;
- aux dates fixées pour le nettoyage et la remise en état du chantier ;
- aux dates et heures de rendez-vous de chantier ;
- aux dates fixées pour la remise de documents.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-Tx.

Les pénalités sont déduites du montant HT dû au titulaire.

11.2 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Tx, et en cas de retard, L'INHA se réserve le droit d'appliquer :

Pénalités de retard :

En cas de dépassement des délais d'exécution prévus dans les marchés subséquents ou notifiés par OS, une pénalité de 100€/jour de retard est appliquée.

Respect consignes sécurité :

500€ par manquement et/ou par jour de retard.

Retard et absence aux réunions avec le maître d'ouvrage :

100€/absence ou retard constaté.

Repliement des installations :

Prestations aux frais du titulaire.

En cas de retard dans la levée des réserves relevant de l'article 41.6 du CCAG-tx, le titulaire la pénalité de 250 € par jour de retard par réserve non levée.

11.3 - Pénalités pour non production des attestations fiscales et sociales

En cas de non production des attestations sociales et fiscales tous les six mois prévus, une pénalité de cent (100) € HT par jour calendaire de retard est opérée, sans mise en demeure préalable, sur les sommes dues au titulaire.

Le montant total de ces pénalités ne pourra en tout état de cause dépasser 10% du montant total de l'accord-cadre et ce, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

11.4 - Retenues provisoires pour non production des attestations d'assurance

En cas de non production des attestations d'assurance, une retenue provisoire de cinquante (50) € HT par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire sur la facture qui suivra la réception du document par l'établissement.

Article 12. Résiliation

Sous réserve des dispositions des articles 49 et 50 du CCAG-Tx, il est fait application de l'article R. 2191-31 du code de la commande publique.

Article 13 : Travail dissimulé

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

Article 14 : Règlement des différends

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le Tribunal Administratif de Paris est compétent.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le responsable et le titulaire de l'accord-cadre, ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Article 15 : Dérogations au CCAG-Tx

L'article 2.1 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-Tx

L'article 6.1 du CCAP déroge aux articles 10 et 12 du CCAG-Tx

L'article 6.3 du CCAP déroge à l'article 13.4.4 du CCAG-Tx

L'article 8.1.1 du CCAP déroge aux articles 3.1 et 3.8.2 du CCAG-Tx

L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 41 du CCAG-Tx

L'article 11 du CCAP déroge à l'article 19 du CCAG-Tx